

Annual Repayment Limit

What is the Annual Repayment Limit?

The Annual Repayment Limit (ARL) may be generally summarized as the maximum amount that a municipality in Ontario can pay each year (without first obtaining approval from the Ontario Land Tribunal) in new principal and interest payments for its long-term debt and other long-term financial commitments.

For most municipalities (not including Toronto) the ARL is set at 25 percent of their annual own-source revenues (such as property taxes, user fees and investment income), less their annual existing long-term debt service costs and payments for other long-term financial obligations. Municipalities may only exceed their ARL with the prior approval of the Ontario Land Tribunal (OLT).

For more information about the ARL, please see O. Reg. 403/02 (Debt and Financial Obligation Limits) on <https://www.ontario.ca/laws/regulation/020403>.

Role of the Ministry of Municipal Affairs and Housing

The Ministry of Municipal Affairs and Housing issues an updated ARL statement to municipalities once a year. The ARL statement is typically sent to each municipal treasurer and posted to the Financial Information Return (FIR) website near the beginning of the calendar year and is based on the most recent financial information submitted by the municipality in its FIR. Both the FIR and ARL are available on the Financial Information Return: Reports and Dashboards website at <https://efis.fma.csc.gov.on.ca/fir/index.php/en/reports-and-dashboards/>.

How Does the Ministry Calculate the ARL?*

The calculation of the ARL involves a number of steps, set out in the Debt and Financial Obligation Limits regulation. The steps can be generally summarized as follows: The Ministry first determines the municipality's annual own-source revenue from sources such as property taxes, user fees and investment income. The Ministry then calculates the amount that is 25 percent of the municipality's annual own-source revenue. Finally, the Ministry subtracts the municipality's annual existing debt service costs and payments for other long-term financial obligations to arrive at the ARL.

The Ministry calculates 25 percent of the municipality's annual own-source revenue:

$$\text{Municipal Own-Source Revenue (e.g., Property Tax, User Fees)} \times 25\% = \text{25% of Own-Source Revenue}$$

The Ministry subtracts municipal debt and other financial obligations to determine the ARL:

$$\text{25% of Own-Source Revenue} - \text{Annual Payments for Existing Debt and Other Financial Obligations (Principal + Interest)} = \text{Annual Repayment Limit}$$

For details on specific municipalities, please see the Financial Information Return: Annual Repayment Limits at <https://efis.fma.csc.gov.on.ca/fir/index.php/en/reports-and-dashboards/annual-repayment-limits/>.

**For illustrative purposes only*

Role of Municipalities

Municipalities in Ontario are responsible for ensuring that they do not exceed their ARL without approval from the OLT. When a municipality proposes long-term borrowing (or other long-term financial obligation), the municipal treasurer is responsible for updating the limit provided by the Ministry in accordance with the steps set out in the Debt and Financial Obligation Limits regulation. The treasurer must determine if there is capacity within the municipality's updated limit to undertake the planned borrowing or whether council must obtain approval of the OLT.

Role of the Ontario Land Tribunal

Applications and appeals in relation to a range of matters are brought before the OLT. In cases where municipalities intend to authorize works that require borrowing or other long-term commitments that involve annual payments that would cause the municipality to exceed its updated ARL, they must first seek the approval of the OLT. Learn more about the Ontario Land Tribunal at <https://olt.gov.on.ca/>.

Questions financières municipales

Limite de remboursement annuelle

Qu'est-ce que la limite de remboursement annuelle?

On définit généralement la limite de remboursement annuelle (LRA) comme étant le montant maximal de nouveaux paiements de capital et d'intérêts qu'une municipalité de l'Ontario peut effectuer (sans obtenir d'abord l'autorisation du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire) pour sa dette à long terme et ses autres obligations financières à long terme.

Pour la plupart des municipalités (mis à part Toronto), la LRA correspond à 25 % de leurs revenus autonomes annuels (comme l'impôt foncier, les frais d'utilisation et les revenus de placement), moins leurs frais annuels de service de la dette à long terme et leurs paiements actuels pour leurs autres obligations financières à long terme. Les municipalités peuvent dépasser la LRA uniquement avec l'autorisation du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire (TOAT).

Pour obtenir des précisions sur la LRA, veuillez consulter le Règlement de l'Ontario 403/02 sur les plafonds des dettes et des obligations financières à <https://www.ontario.ca/lois/reglement/020403>.

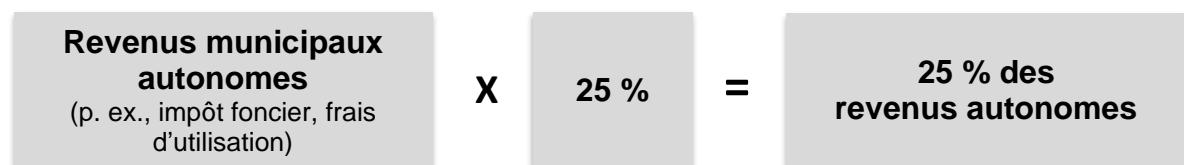
Rôle du ministère des Affaires municipales et du Logement

Le ministère des Affaires municipales et du Logement transmet chaque année aux municipalités un état mis à jour de la LRA. Habituellement, le ministère le communique au début de l'année civile à chaque trésorier municipal et le met à disposition dans le site Web du Rapport d'information financière (RIF). Ce document reflète l'information financière la plus récente ayant été soumise par la municipalité dans son RIF. Le RIF et la LRA sont accessibles sur la page Rapport d'information financière – Rapports et tableaux de bord à <https://efis.fma.csc.gov.on.ca/fir/index.php/fr/rapports-et-tableaux-de-bord/>.

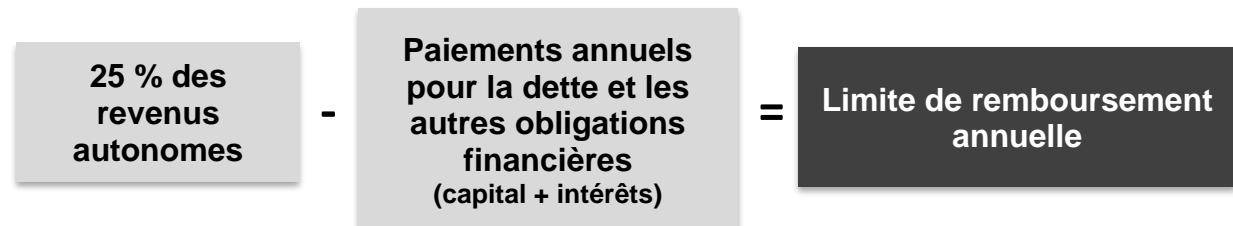
Comment le ministère calcule-t-il la LRA?*

Le calcul de la LRA comporte différentes étapes qui sont énoncées dans le règlement sur les plafonds des dettes et des obligations financières. En général, le ministère détermine d'abord les revenus autonomes annuels de la municipalité provenant de l'impôt foncier, des frais d'utilisation et des revenus de placement. Il calcule ensuite le montant correspondant à 25 % des revenus autonomes annuels de la municipalité. Enfin, le ministère soustrait de ce montant les frais de service annuels de la dette à long terme et les paiements pour les autres obligations financières à long terme de la municipalité afin d'obtenir la LRA.

Le ministère calcule le montant correspondant à 25 % des revenus autonomes annuels de la municipalité :



Le ministère soustrait le montant correspondant à la dette municipale et aux autres obligations financières afin de déterminer la LRA :



Pour des précisions sur des municipalités particulières, visitez le site Rapport d'information financière – Limites de remboursement annuelles à <https://efis.fma.csc.gov.on.ca/fir/index.php/fr/rapports-et-tableaux-de-bord/2021-limite-de-remboursement-annuelle/>.

*À titre indicatif seulement.

Rôle des municipalités

Les municipalités de l'Ontario doivent s'assurer de ne pas dépasser la LRA sans l'autorisation du TOAT. Lorsqu'une municipalité propose un emprunt à long terme (ou toute autre obligation financière à long terme), le trésorier municipal doit mettre à jour la limite établie par le ministère en suivant les étapes établies dans le règlement sur les plafonds des dettes et des obligations financières. Le trésorier municipal doit déterminer si la LRA mise à jour de la municipalité permet d'aller de l'avant avec l'emprunt prévu ou si le conseil doit obtenir l'autorisation du TOAT.

Rôle du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire

Des demandes et des appels concernant différentes affaires sont portés devant le TOAT. Les municipalités qui souhaitent autoriser des travaux qui nécessiteront des emprunts ou d'autres engagements à long terme comportant des paiements annuels qui pourraient dépasser leur LRA doivent demander d'abord l'autorisation du TOAT. Pour en savoir davantage sur le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, consultez <https://olt.gov.on.ca/fr/>.